

RAPSIM

Rapport annuel

2021-2022

RAPSIM

Réseau d'aide aux personnes seules
et itinérantes de Montréal

Bilan des activités 2021-2022
www.rapsim.org

Photos : © RAPSIM

Rédaction : Annie Savage et Catherine Marcoux

Conception graphique : Samuel Alexis Communications

Le RAPSIM est membre de :



Réseau
SOLIDARITÉ
Itinérance du Québec



LDL
Ligue des
droits et libertés

 **FRACA**
Montréal

TABLE DES MATIÈRES

Mot de la présidence.....	04
Équipe de travail.....	05
Mission	06
Représentations auprès des instances régionales en santé et services sociaux (SSS) et du Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS)	07
Suivis des dossiers municipaux.....	13
Représentations et actions politiques auprès des trois paliers de gouvernement.....	16
L'itinérance des jeunes	18
L'itinérance des femmes.....	19
La judiciarisation et le droit de cité	21
Le logement.....	23
Le revenu	25
Les services d'hébergement d'urgence (SHU).....	26
La vie associative	29
Autres implications du RAPSIM	31
Communication	32
Revue de presse	33
Notre financement.....	34
Nos membres	34

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Chères, chers membres du RAPSIM,

L'année 2021-2022 a été encore caractérisée par de nombreuses réalités amplifiées par la pandémie. L'année aura demandé à l'équipe du RAPSIM beaucoup de créativité, d'adaptation, de travail et d'organisation. Les défis étaient grands et nous pouvons être fiers et fières de ce que nous avons accompli collectivement. Les groupes membres du RAPSIM sont restés présents dans l'action pour répondre aux besoins urgents de nos communautés, pour défendre les droits, ainsi que pour faire émerger les besoins aux différentes autorités en place. Les équipes, tant celles qui interviennent en maisons d'hébergement, dans les services de consommation supervisée, en travail de rue, en centres de jour et de soir, ont accompli un travail indispensable dans les différentes communautés de Montréal.

La crise du logement, la recrudescence majeure des surdoses et la réduction de capacité des groupes communautaires en temps de pandémie ont accentué les enjeux des personnes en situation d'itinérance dans l'espace public. Espérons que les pouvoirs publics accordent à cette crise de santé publique l'attention qu'elle mérite, afin de soutenir nos actions pour faire une réelle différence au sein de notre communauté.

Je désire également remercier les personnes qui ont collaboré aux actions de notre regroupement cette année, les membres du conseil d'administration, l'équipe de travail, les partenaires et les alliés pour leur dévouement auprès des personnes en situation d'itinérance.

Merci également à nos bailleurs de fonds, votre apport est essentiel pour nous permettre une mobilisation forte et soutenue.

L'itinérance a plusieurs visages et nous devons prendre en considération toute cette diversité afin d'apporter plusieurs réponses, toujours en phase avec l'amélioration de la qualité de vie et le respect des droits humains.

Bonne lecture à toutes et à tous,

Solidairement,

Martin Pagé

Président du RAPSIM

ÉQUIPE DE TRAVAIL

En septembre 2021, le RAPSIM a eu le bonheur d'accueillir dans son équipe Catherine Marcoux à titre d'organisatrice communautaire. Initialement embauchée temporairement pour le remplacement de Joannie Veilleux, en travail de maternité depuis l'automne 2021, le statut d'emploi de Catherine Marcoux est devenu permanent en décembre 2021, suite au départ d'une membre de l'équipe.

Nous souhaitons d'ailleurs remercier Laury Bacro pour sa contribution à l'action du RAPSIM à titre d'organisatrice communautaire pour la période de septembre 2020 à décembre 2021.

Malgré une sensibilité du conseil d'administration de revoir à la baisse les attentes quant à l'action du RAPSIM et les mesures mises en place par la direction pour favoriser un climat de travail bienveillant, l'intensité et l'importance des dossiers imposées par le contexte d'urgence dans lequel nous naviguons quotidiennement ont encore été constatées cette année. Ce n'est d'ailleurs certainement pas étranger aux départs de 2 collègues en arrêt de travail au cours de l'année et au fait que nous avons opéré à effectif réduit une majeure partie de l'année.

En ce sens, les surplus affectés des dernières années ainsi que la confirmation récente du financement de deux projets dans le cadre du programme *Vers un chez soi* (VCS) (jusqu'en 2024) nous permettront d'aller en embauche et d'agrandir notre équipe. Cela permettra de mieux répartir la charge de travail, tout en se donnant les moyens de mettre en œuvre le plan d'action 2022-2025. Nous passerons donc dès l'automne d'une équipe de 4 à 6 personnes, soit 5 organisateur.rices communautaires et une direction.

ANNIE SAVAGE

Directrice

Responsable des dossiers:

- Vers un chez-soi (VCS)
- Rehaussement PSOC
- Femmes
- Comité de coordination du plan d'action intersectoriel en itinérance

CATHERINE MARCOUX

Organisatrice communautaire

Responsable des dossiers:

- Logement
- Droit au revenu

MARIANA RACINE MÉNDEZ

Organisatrice communautaire

Responsable des dossiers:

- Jeunesse
- Santé
- Services d'hébergement d'urgence (SHU)

JOANNIE VEILLEUX

Organisatrice communautaire

Responsable des dossiers:

- Logement
- Droit au revenu

Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) est le regroupement montréalais en itinérance. Il est d'ailleurs la plus importante concertation régionale en itinérance au Québec. Depuis 1974, il défend les droits des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Il regroupe plus d'une centaine d'organismes qui travaillent auprès de ces populations : ressources d'hébergement, centres de jour et de soir, logements sociaux avec soutien communautaire ainsi que diverses ressources actives en travail de rue et de milieu, en santé mentale, en réduction des méfaits, en insertion socioprofessionnelle et en aide alimentaire. Son action s'appuie sur une équipe de travail ainsi qu'un conseil d'administration engagé. Elle est alimentée, de façon continue, des expériences et réflexions de ses membres. Les interventions du RAPSIM interpellent les trois paliers gouvernementaux.

Priorités stratégiques et revendications transversales du RAPSIM

Lors de son AGA virtuelle du 8 juin 2021, l'assemblée a adopté les priorités stratégiques 2022-2025 du RAPSIM qui ont été identifiées par les membres dans le cadre de la planification stratégique. Ces priorités ont guidé nos actions tout au long de l'année.

Les priorités stratégiques servent à soutenir **les REVENDICATIONS transversales du RAPSIM ci-dessous :**

- Une lutte à l'itinérance qui permet de prévenir et réduire l'itinérance à travers une multiplicité d'actions pour répondre à des besoins qui sont variés ;
- Le développement de réponses locales et adaptées aux besoins identifiés par territoire ;
- Le respect de l'autonomie des groupes et de leurs processus démocratiques ;
- Une transparence et des processus équitables dans l'orientation, l'attribution et la reddition de compte des fonds publics ;
- Un financement global, récurrent, à la hauteur des besoins et permettant une diversité de réponses adaptées aux besoins et réalités des différentes populations ;
- Le développement de continuums de réponses adaptées à la réalité et aux besoins des différentes populations ;
- Des conditions de vie dignes et respectueuses pour les populations itinérantes ou à risque de le devenir et la reconnaissance de leur droit de cité

REPRÉSENTATIONS AUPRÈS DES INSTANCES RÉGIONALES EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX (SSS) ET DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS)

Comité des délégué-e-s des regroupements régionaux montréalais en santé et services sociaux

- 11 rencontres du comité des délégué.es de regroupements en SSS
- 19 heures d'analyse de documents

Ce comité est une instance privilégiée où nous discutons des questions sur l'autonomie et le financement des organismes communautaires ainsi que le respect du Cadre de référence régional sur le partenariat. Les membres se réunissent dans le but d'assurer une prise de position cohérente et de faire un suivi des enjeux du Comité régional de liaison sur le partenariat entre le réseau et le milieu communautaire en santé et services sociaux.

Voici les thématiques et les dossiers majeurs de cette année :

- Financement, reddition de compte, autonomie d'action des groupes, enjeux au niveau de la vie démocratique, associative et collective des organismes ;
- Discussions et actions entourant les impacts du contexte de crise sanitaire sur les organismes communautaires et sur les populations avec qui ceux-ci travaillent ;
- Revendication pour un fond d'urgence pour les groupes communautaires à Montréal ;
- Analyse du Cadre de gestion ministériel PSOC pour le mode de financement en soutien à la mission globale et les implications pour la gestion de l'enveloppe à Montréal et sur la mise à jour du Cadre régional de gestion du PSOC ;
- Discussions et analyses sur les travaux du MSSS entourant la poursuite de la révision du PSOC ;
- Travaux entourant le rehaussement de la subvention PSOC à la mission globale, soit 2,6M\$ pour Montréal ;
- Actions conjointes sur la méthode de répartition du rehaussement, notamment en ce qui concerne le respect du Cadre régional de gestion du PSOC ;
- Travaux en continu avec le Service régional du CCSMTL afin d'officialiser différents processus entourant le financement (ex: seuils planchers, répartition, etc.);
- La place grandissante des fondations privées comme bailleurs de fonds des groupes communautaires, de même que l'influence importante de nouveaux acteurs sur l'échiquier montréalais, et les enjeux découlant de ces réalités ;
- Mise en commun des enjeux sectoriels et intersectoriels et entraide mutuelle dans nos luttes diverses.

Comité de liaison sur le partenariat entre le réseau de la santé et les services sociaux et le milieu communautaire

- 4 rencontres du comité de liaison
- 19 heures d'analyse de documents

Cette instance est sous la responsabilité de la Directrice adjointe des partenariats urbains, de la Direction des services généraux et des partenariats urbains du CIUSSS Centre-Sud (CCSMTL). Les responsables du Service régional des activités communautaires et de l'itinérance animent les rencontres.

Voici les thématiques et les dossiers majeurs de cette année :

- Suivis du Cadre de référence régional sur le partenariat (portant sur les relations partenariales entre le milieu communautaire et les instances du réseau institutionnel);
- Suivis du nouveau Cadre de gestion ministériel sur le PSOC;
- Travaux entourant le rehaussement de la subvention PSOC à la mission globale;
- Discussions sur de nouvelles enveloppes de financement sectoriel;
- Travaux sur le mécanisme de veille existant pour que l'information se transmette rapidement dès que des fonds «de développement» descendent du MSSS. Il faut une concertation des 5 CIUSSS pour évaluer ensemble la possibilité de dégager du financement pour les organismes communautaires dans toute nouvelle enveloppe budgétaire des programmes-services. Le Service régional du CCSMTL doit être impliqué de même que les regroupements communautaires.

- Des discussions ont eu lieu sur la place des acteurs philanthropiques ou de grande influence sociale dans le milieu. Les regroupements ont partagé leurs inquiétudes quant aux impacts sur les groupes communautaires, au respect de la confidentialité des données personnelles, à l'autonomie des groupes et à la responsabilité populationnelle du réseau de la santé et des services sociaux.

Comité régional de soutien communautaire en logement social

- 1 rencontre du comité
- 4 heures d'analyse de documents
- 3 heures de concertation avec les membres

Financement d'urgence VCS COVID-19

Le RAPSIM a participé aux rencontres destinées à émettre des recommandations au Service régional de l'itinérance quant aux orientations de financement d'urgence et des projets retenus dans le cadre du financement d'urgence VCS COVID-19 21-22.

Travaux réguliers liés au déploiement et au suivi du plan d'action régional en itinérance

Face au contexte toujours critique dans le milieu de l'itinérance, le Service régional de l'itinérance n'a pas mené (comme prévu) les travaux liés à l'identification des priorités du prochain plan d'action régional en itinérance. Des rencontres de comités ont tout de même eu lieu au cours de l'année, permettant dans certains cas d'entamer la réflexion sur les priorités du prochain plan

d'action et dans d'autres, de recevoir l'information liée à la nouvelle structure de gouvernance régionale en itinérance, de définir la composition et de préciser les mandats des comités. Des consultations virtuelles ont été réalisées par le Service régional, dans le but de faire un premier travail d'identification des actions prioritaires par axes, consultations pour lesquelles peu d'acteurs ont été en mesure de contribuer. Malgré des conditions et un processus de concertation peu favorables et adaptés aux besoins et aux limites du milieu communautaire, le RAPSIM a maintenu sa participation au sein des comités, des sous-comités et des groupes de travail qui ont eu lieu, de manière à effectuer son travail de représentation et à faire remonter les besoins du terrain constatés par ses membres.

Comité de coordination (anciennement le comité directeur)

- 2 rencontres du comité
- 3 rencontres du sous-comité secrétariat (du comité de coordination)
- 1 rencontre du sous-comité de révision de la structure de gouvernance régionale en itinérance
- 32 heures d'analyse de documents et de concertation avec les membres

Le RAPSIM a réitéré ses recommandations visant à augmenter la représentativité communautaire au sein de l'ensemble des instances de la gouvernance régionale en itinérance, incluant au sein du comité de coordination. Celui-ci demeure encore à ce jour majoritairement composé d'acteurs institutionnels. Nous avons aussi maintenu notre veille auprès du Bureau de gouvernance, de l'instance stratégique et de la Table interministérielle en itinérance, afin de nous

assurer que ces instances gouvernementales au sein desquelles le communautaire n'a aucun siège ne soient pas des lieux décisionnels qui outrepassent les travaux et le rôle du comité de coordination.

Comité consultatif Femmes

- 3 rencontres du comité
- 16 heures d'analyse de documents et de concertation avec les membres et partenaires (voir la section « Femmes » pour les détails des actions du RAPSIM dans ce dossier)

Comité Santé et Services Sociaux

- 2 rencontres du comité
- 10 heures d'analyse de documents et de concertation avec les membres (voir la section « Santé » pour les détails des actions du RAPSIM dans ce dossier)

Comité Services d'hébergement d'urgence (SHU) (composition et mandat liés à l'ancienne structure de gouvernance)

- 4 rencontres du comité
- 15 heures d'analyse de documents et de concertation avec les membres (voir la section « SHU » pour les détails des actions du RAPSIM dans ce dossier)

Groupe de travail sur les Mesures hivernales (composition et mandat liés à l'ancienne structure de gouvernance)

- 1 rencontre d'analyse des projets déposés
- 12 heures d'analyse de documents et de concertation avec les membres (voir la section « SHU » pour les détails des actions du RAPSIM dans ce dossier)

Comité Hébergement-Logement

- 2 rencontres du comité
- 12 heures de concertation avec les membres et d'analyse de documents
- Comité Éducation, insertion, revenu
- 2 rencontres du comité
- 12 heures de concertation avec les membres et d'analyse de documents

Comité Cohabitation sociale et enjeux de judiciarisation

- 1 rencontre du comité
- 1 rencontre du sous-comité de soutien du comité
- 12 heures d'analyse de documents et de concertation avec les membres (voir la section « Judiciarisation » pour les détails des actions du RAPSIM dans ce dossier)

Comités Vers un chez soi (VCS)

- 3 rencontres du comité
- 12 heures de concertation avec les membres et d'analyse de documents

Dans le cadre des travaux de la planification communautaire VCS 2022-2024 (qui détermine les priorités régionales, les grandes orientations de l'appel à projets et surtout, les pourcentages de financement attribués à chaque secteur d'activité), le RAPSIM avec ces cinq représentant.es a pu défendre l'approche globale. On constate d'ailleurs avoir fait quelques gains en ce sens, comparativement à la planification communautaire de 2014-2019.

Planification communautaire : Tableau comparatif du financement alloué par secteur d'activité admissible au programme *Vers un chez-soi (VCS)*

	2014-2019	2022-2024
Secteur A (Housing first)	65% (projets SRA en logement privé uniquement)	50% (secteur pouvant aussi inclure des projets d'accompagnement en logement social)
Secteur B + C (Intervention)	29%	38%
Secteur D (Immo)	6%	10%
Secteur E (Coordination et collecte de données)	0%	2%

Notons que dans les projets VCS reconduits en 2021-2022, 47% de l'enveloppe était consacrée au financement de sept projets SRA – comparativement à 43% de l'enveloppe qui était consacrée au financement de 58 projets du secteur C (Soutien aux personnes) – ce qui représente un écart considérable (voire une iniquité) entre l'accompagnement dans les projets de type SRA (sur le marché locatif privé) et le financement du soutien en logement social permanent et transitoire. Des représentations devront être faites en ce sens, notamment dans le cadre des travaux entourant les appels à projets de la mesure 5.3 du PAII 2021-2026, destinée à l'accompagnement en logement permanent et transitoire.

De plus, le RAPSIM a fait valoir que la catégorisation par secteur d'activité ne prend pas en compte les besoins spécifiques des femmes et des personnes autochtones, de même qu'elle ne permet pas de considérer l'itinérance partout à Montréal (donc en dehors du centre-ville). Des mécanismes à même la planification communautaire devront être réfléchis et intégrés dans le futur pour améliorer ces deux aspects.

Groupe de travail sur la planification communautaire

- 2 rencontres du groupe de travail
- 12 heures de concertation avec les membres et d'analyse de documents

Sous-comité d'analyse des projets VCS 2022-2024

- 7 rencontres du sous-comité
- 30 heures d'analyse des projets déposés et de lecture des documents d'orientations

Groupe de travail sur l'accès coordonné

- 2 rencontres du groupe de travail
- 12 heures de concertation avec les membres et d'analyse de documents (voir la section « Vie associative » pour la position du RAPSIM dans ce dossier)

Groupe de travail sur le dénombrement

- 2 rencontres du groupe de travail
- 12 heures de concertation avec les membres et d'analyse de documents

Actions dans le cadre des élections municipales

Le gouvernement municipal joue un rôle crucial en matière de lutte à l'itinérance. La situation de l'itinérance à Montréal a fait de cet enjeu un incontournable pour les élections municipales de 2021. Au-delà du centre-ville, l'itinérance sous toutes ses formes est présente dans l'ensemble des arrondissements. Il était donc important pour le RAPSIM de rapidement faire connaître ses revendications aux partis politiques municipaux et que les candidat.es à la mairie nous partagent à leur tour leur vision en la matière.

Face au désistement des chef.fes des deux principaux partis à participer au débat sur l'itinérance organisé par le RAPSIM, nous avons décidé d'annuler l'événement. En nous basant sur les contributions de nos membres, nous avons rédigé et mis en ligne notre Plateforme de revendications et interpellé les partis afin qu'ils répondent à 5 questions les amenant à s'engager en matière d'itinérance :

- Quels sont les engagements que prend votre parti afin que les populations les plus marginalisées et les moins bien desservies, notamment les femmes, dont les femmes trans et les personnes qui consomment, aient accès à de l'hébergement communautaire et d'urgence dignes et adaptés à leurs besoins spécifiques ?
- Au niveau du logement, quel est votre plan d'action à court, moyen et long terme afin d'apporter des solutions structurantes et adaptées aux personnes les plus pauvres, marginalisées et mal logées de notre société ?

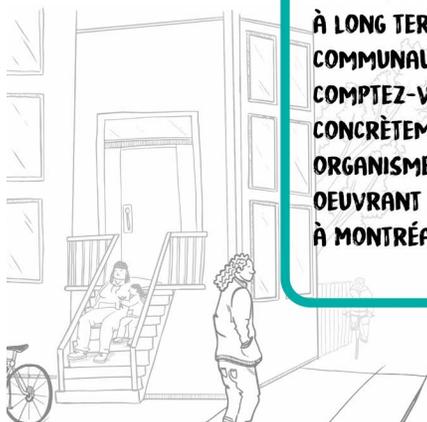
- En quoi consiste votre vision d'une cohabitation sociale harmonieuse et inclusive pour les personnes en situation d'itinérance à Montréal et quels engagements prenez-vous afin de soutenir ces personnes au niveau de leur droit d'occuper l'espace public ?
- Quels sont vos engagements afin de contrer la judiciarisation des personnes en situation d'itinérance, particulièrement autochtones et racisées ?
- Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre et de manque de financement à long terme du secteur communautaire, comment comptez-vous appuyer concrètement les organismes communautaires œuvrant en itinérance à Montréal ?

Les réponses reçues ont été classées par thématiques, illustrées dans des vignettes et diffusées sur les réseaux sociaux, permettant ainsi d'informer les membres et la population sur les engagements des partis en matière d'itinérance.





Q : QUELS SONT LES ENGAGEMENTS QUE PREND VOTRE PARTI AFIN QUE LES POPULATIONS LES PLUS MARGINALISÉES ET LES MOINS BIEN DESSERVIES, NOTAMMENT LES FEMMES, DONT LES FEMMES TRANS ET LES PERSONNES QUI CONSOMMENT, AIENT ACCÈS À DE L'HÉBERGEMENT COMMUNAUTAIRE ET D'URGENCE DIGNES ET ADAPTÉS À LEURS BESOINS SPÉCIFIQUES?



Q : DANS UN CONTEXTE DE PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE ET DE MANQUE DE FINANCEMENT À LONG TERME DU SECTEUR COMMUNAUTAIRE, COMMENT COMPTEZ-VOUS APPUYER CONCRÈTEMENT LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OEUVRANT EN ITINÉRANCE À MONTRÉAL?

Suivant la réélection de Projet Montréal le 7 novembre 2021, une [lettre ouverte du RAPSIM adressée à Valérie Plante](#), Mairesse de Montréal, a été rédigée et publiée dans le Journal Métro. Cette lettre rappelait ses engagements en matière d'itinérance, faisait le bilan de son premier mandat et l'invitait à travailler avec le RAPSIM et ses membres au cours des prochaines années.

Réaction à la déclaration (non) commune de la Ville de Montréal en matière de lutte à l'itinérance

À quelques jours à peine de son dépôt au Conseil municipal, le RAPSIM apprenait par [voie de communiqué](#) que la Ville déposait une [déclaration](#) visant à *unir autour d'une vision commune afin de prévenir et de réduire l'itinérance*. Hélas, malgré la prétention de la déclaration, le RAPSIM n'a pas été interpellé en amont pour l'élaboration de cette dite vision commune. Des représentations ont été faites pour déplorer cette manière de faire et amener la Ville de Montréal à reconnaître le RAPSIM à titre de partenaire incontournable et d'interlocuteur privilégié en matière d'itinérance à Montréal.

[Cliquez ici pour écouter la réaction du RAPSIM face à cette déclaration](#) (à partir de 17min40)

Déploiement du projet pilote EMMIS - Équipe mobile d'intervention sociale dans Ville-Marie

Le projet pilote EMMIS, qui devait à l'origine se déployer sur 3 mois (automne 2021), est toujours en œuvre au Centre-Ville. Dans un communiqué, [la Ville a d'ailleurs annoncé son désir de le rendre permanent et de l'étendre à l'échelle montréalaise](#).

Notons que le projet pilote EMMIS n'a pas fait l'objet de consultations avec le milieu communautaire avant d'être lancé officiellement par la Ville. Le RAPSIM en a été informé par le biais d'une rencontre d'une heure la veille de son annonce publique. Ces initiatives (EMMIS, mais également E=MC2, ECCR, EMIC...) dites de cohabitation sociale ou de *médiation* s'approprient les pratiques du communautaire pour répondre aux préoccupations des commerçants, des citoyens riverains et aux besoins propres de la police et de la Ville plutôt qu'à ceux des personnes en situation d'exclusion sociale et de marginalité urbaine. Cette tendance à privilégier le développement de ce type de projet plutôt que de financer adéquatement les organismes communautaires pour travailler en prévention inquiète le RAPSIM. Cela soulève aussi plusieurs limites et dangers sur le terrain (dédoublage, confusion dans les rôles et les pratiques de chaque acteur, déplacements forcés des personnes, etc.)

À la demande de ses membres, le RAPSIM a suivi de près le déploiement d'EMMIS et a demandé à la Ville de documenter de manière rigoureuse les impacts du projet pilote. Il a présenté son bilan aux partenaires communautaires. Une rencontre de présentation du bilan d'EMMIS après 6 mois d'opération devrait se tenir en avril 2022.

Révision des règlements municipaux

Entre 2018 et 2020, le RAPSIM a contribué activement aux travaux du comité de travail constitué par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), en analysant plusieurs dispositions réglementaires et en soumettant des recommandations à l'intention de la Ville de Montréal. Depuis la transmission de nos analyses et de nos recommandations au SDIS à l'automne 2020, aucune suite n'a été donnée concernant

les travaux, l'échéancier pour le dépôt d'un rapport public, l'émission de recommandations et leur mise en œuvre.

Rappelons que l'analyse des règlements municipaux est une recommandation issue de la [consultation publique](#) sur la lutte au profilage social et au profilage racial (tenue en 2017 par la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise et la Commission de la sécurité publique). Il s'agit plus précisément de la recommandation #7 du [rapport de recommandation](#) déposé en septembre 2017. Par la suite, en mars 2018, le comité exécutif de la Ville de Montréal [a donné suite favorablement](#) à cette recommandation. C'est dans ce contexte que le SDIS a invité le RAPSIM en 2019 à participer à un comité de travail regroupant plusieurs organisations communautaires.

La révision des règlements municipaux consiste concrètement à modifier ou à abroger certaines dispositions réglementaires. C'est un jalon important de la lutte aux profilages racial et social. Il s'agit d'une recommandation que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) a émise dès 2009 et qu'elle a réitérée lors de la consultation publique de 2017. De nombreux organismes communautaires réclament de tels changements, et ce, depuis des années. Cette révision essentielle s'inscrit aussi dans une démarche plus globale de remise en question de l'approche de «lutte aux incivilités», génératrice de profilages social et racial.

REPRÉSENTATIONS ET ACTIONS POLITIQUES AUPRÈS DES TROIS PALIERS DE GOUVERNEMENT

Municipal (Ville de Montréal)

- 2 rencontres avec Josefina Blanco (responsable de l'inclusion sociale et de l'itinérance au comité exécutif). Sujets traités: financement des groupes en itinérance, importance de reconnaître le RAPSIM comme étant un interlocuteur incontournable par l'administration Plante, mesures hivernales, financement d'EMMIS et communication autour du projet, préservation du parc de Maisons de chambres
- 2 rencontres téléphoniques avec Sarah Sultani (responsable du soutien aux élus au cabinet de la mairesse). Sujets traités: mesures hivernales, déclaration dite « commune » de la Ville en matière d'itinérance (sans avoir interpellé le RAPSIM en amont de sa sortie)
- 3 rencontres téléphoniques avec Benoit Langevin (porte-parole de l'opposition officielle en matière de lutte à la pauvreté et à l'itinérance, de politique familiale et de réconciliation autochtone). Sujets traités: financement des groupes en itinérance, mesures hivernales, préservation du parc de Maisons de chambres

Provincial

- Dépôt des [recommandations du RAPSIM dans le cadre des consultations pré-budgétaires 2022-2023](#)
- Réaction au PAII 2021-2026: [Plan d'action interministériel 2021-2026 – Des principes forts et des manquements importants](#)



- 1 rencontre avec Lionel Carmant (Ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux). Sujets traités: Intervention du ministre dans la répartition de fonds sectoriels en itinérance à Montréal (mesure 6.2 du PAII), rôle des regroupements dans les travaux de répartition du rehaussement PSOC, importance de reconnaître le RAPSIM comme étant un interlocuteur incontournable pour le ministère, besoins en matière d'infrastructures communautaires à Montréal, financement du logement social et communautaire



- 3 rencontres avec Anaïs Pelletier (conseillère politique au cabinet de Lionel Carmant). Sujets traités: mesures d'urgence COVID-19, mesures hivernales, financement du communautaire, besoins en matière d'infrastructures communautaires à Montréal, suivi sur les travaux du Plan montréalais en itinérance
- 1 rencontre téléphonique avec Catherine Desjardins (attachée politique de Catherine Dorion, porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de lutte contre l'itinérance). Sujet traité: rôle des regroupements dans les travaux de répartition des fonds sectoriels et du rehaussement PSOC
- 1 lettre aux représentant.es des 3 partis de l'opposition, demandant une rencontre sur le rôle des regroupements dans les travaux de répartition des fonds sectoriels et du rehaussement PSOC

Fédéral

- 1 rencontre avec l'équipe de Soraya Martinez (députée dans Hochelaga et secrétaire parlementaire du Ministre du logement et de la diversité et de l'inclusion). Sujets traités: l'itinérance à Montréal, le financement du logement social, le financement du communautaire

Table de concertation jeunesse itinérance du Centre-Ville de Montréal

- 5 rencontres

Le RAPSIM a participé tout au long de l'année aux rencontres de la Table de concertation jeunesse itinérance du Centre-Ville, qui regroupe plusieurs acteur.trices dont 15 organismes membres. Cette instance permet à l'équipe d'être nourrie des enjeux qui touchent les jeunes en situation d'itinérance sur le territoire du Centre-Ville. Cette instance a aussi permis d'avoir des discussions sur des enjeux plus larges, touchant entre autres les jeunes mais pas exclusivement.

Coalition Jeunes+

- 9 rencontres du comité de pilotage
- 18 heures d'analyse de documents

Le RAPSIM est membre du comité de pilotage de la Coalition Jeunes+ dont le mandat est de faire avancer la lutte à l'itinérance jeunesse par une mobilisation concertée et constructive des principaux acteur.rices afin de prévenir et réduire collectivement l'itinérance chez les jeunes.

Cette année, les rencontres du comité de pilotage ont notamment porté sur l'organisation du Forum virtuel sur la prévention de l'itinérance jeunesse, qui s'est déroulé les 18-19 novembre 2022. Ce forum s'est conclu avec la rédaction et ultimement la publication de la [Déclaration commune pour la prévention de l'itinérance jeunesse au Québec](#).

La Coalition Jeunes+ a également nommé sa représentante (Caroline Dufour) pour siéger au [comité de suivi sur la commission Laurent](#). Finalement, le comité de pilotage a clarifié sa structure de gouvernance et débuté le travail d'élaboration de son plan d'action sur 3 ans.

Deux chroniques du RAPSIM dans le magazine L'itinéraire ont été consacrées aux enjeux jeunesse à travers la Coalition Jeunes+ : [L'itinérance chez les jeunes : la prévention par le respect des droits](#) et [«Marche un boutte dans mes bottes» Un forum percutant!](#)



Jeunes+

L'ITINÉRANCE DES FEMMES

Les enjeux d'itinérance et de précarisation touchent particulièrement les femmes. Les actrices sur le terrain, notamment celles qui œuvrent auprès des femmes en difficulté, déplorent depuis des années le manque de prise en compte des besoins spécifiques des femmes en matière de lutte à l'itinérance. Le plan d'action interministériel en itinérance prévoit justement l'application de l'ADS+ dans la mise en œuvre des mesures afin de prendre en compte des réalités diversifiées de l'itinérance. Mais de quelle manière le milieu communautaire en itinérance comprend l'ADS+ et cela s'articule-t-il concrètement sur le terrain? De quoi parle-t-on lorsqu'on parle d'ADS+ en hébergement? En travail de rue? En santé mentale? En logement? Comment l'intersectionnalité résonne-t-elle au sein des ressources pour femmes en difficulté? Auprès des personnes qui utilisent des drogues? Au sein des organismes jeunesse? Des ressources pour aîné.es? Des groupes qui accompagnent les personnes réfugiées ou immigrantes? Des organismes LGBTQ+? Quels sont les obstacles et les conditions gagnantes à l'implantation de l'ADS+ dans les milieux?

Poursuite de l'implantation et application de l'ADS+ au sein du RAPSIM

Le 3 mars 2022, le RAPSIM s'est vu confirmer un financement sur 2 ans, dans le cadre de l'appel de projets 2022-2024 du programme Vers un chez soi (VCS), qui permettra de dresser un portrait des pratiques en matière d'ADS+ dans le milieu communautaire en itinérance (Phase 1) et, plus largement, au sein des organismes en santé et services sociaux. Ce projet nous permettra également de rassembler les savoirs et les outils qui ont été développés par le communautaire et de travailler à les rendre accessibles aux organismes qui souhaitent implanter l'ADS+ dans leur milieu (Phase 2). En plus de bénéficier aux organismes et partenaires communautaires en itinérance qui manifestent des besoins d'accompagnement et d'outils en matière d'ADS+, ce projet aura des retombées positives sur les personnes qui fréquentent les organismes en itinérance. En effet, il vise ultimement à générer des actions transformatrices et, conséquemment, à offrir des réponses en itinérance plus adaptées aux besoins et aux réalités multiples. Ce projet est une suite logique au mandat donné par les membres du RAPSIM en 2019 de placer l'ADS+ au cœur de ses actions.

Contribution au comité de travail Violence faite aux femmes, groupe portant sur le logement, l'instabilité résidentielle et l'itinérance

Le 28 septembre 2021, le RAPSIM a été invité à participer à la rencontre du comité Violence faite aux femmes du Secrétariat à la condition féminine : ce comité de travail concerta plusieurs groupes et s'est rencontré à 5 reprises. Le RAPSIM a contribué au groupe portant sur le logement, l'instabilité résidentielle et l'itinérance.

Les recommandations ont été soumises aux différents ministères afin de construire le plan intersectoriel contre la violence faite aux femmes. Les interventions du RAPSIM ont porté sur ces éléments :

- Les traumatismes liés à la violence en logement et les défis pour le retour en logement
- Les situations de violence en logement et conjugale pouvant participer à l'itinérance des femmes
- Particularité de l'itinérance des femmes : cachée - parcours de violence vécue par les femmes qui caractérise beaucoup l'itinérance des femmes, ce qui complique d'autant plus le financement adéquat des ressources pour femmes
- Besoin de dignité des femmes, qui hésitent à s'identifier comme étant en situation d'itinérance et qui se tournent donc moins vers les ressources disponibles
- Besoins criants en termes d'hébergement d'urgence : les ressources débordent et ne peuvent répondre aux besoins et à la demande
- Manque de reconnaissance des besoins et des réalités spécifiques aux femmes
- Trous de services : travailleuses du sexe, femmes avec enfants (particulièrement plus de 2 enfants), femmes sans statut ou avec statut précaire

Actions dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes

Le RAPSIM a mené une action sur les réseaux sociaux pour souligner la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars. Pour ce faire, nous avons posé cette question à nos membres : qu'est-ce qu'on souhaite pour les femmes en situation d'itinérance ? Les réponses de femmes et d'intervenantes de groupes membres du RAPSIM ont été mises en images et ont voyagé sur les réseaux sociaux. Nous souhaitons remercier Les Maisons de l'Ancre, le Y des femmes de Montréal, Logifem, la Maison Marguerite et le Réseau Habitation Femmes pour leur implication dans cette action. Elle a atteint près de 2000 personnes sur Facebook.

Toujours dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le RAPSIM a signé une [chronique dans le magazine L'itinéraire consacrée à l'invisibilisation des femmes en situation d'itinérance.](#)

La multiplication des démantèlements, des infractions à certaines mesures sanitaires paraissant discriminatoires et des pétitions citoyennes réclamant le déplacement des personnes forme un ensemble de situations participant au déni des droits des personnes, dont celui d'occuper l'espace public. En ce moment, le RAPSIM et ses membres notent un climat social inquiétant sur le terrain et ce sont, encore une fois, les personnes les plus marginalisées qui en paient les frais. La crise de la COVID-19, à travers ses différentes vagues, a vu certaines mesures sanitaires s'appliquer de façon discriminatoire et disproportionnée envers les populations marginalisées. Par exemple, le confinement et le couvre-feu les ont rendus davantage visibles dans l'espace public et les cas de profilage social et racial se sont multipliés à Montréal. Bref, la répression et les déplacements forcés des personnes se sont accentués.

Comité Opération Droits Devant (ODD)

- 2 rencontres du comité, 4 rencontres de sous-comités
- 2 actions organisées
- 26 groupes membres participants provenant de 11 quartiers de Montréal

L'Opération Droits Devant est un comité du RAPSIM qui s'intéresse aux enjeux de profilage social, de judiciarisation des personnes en situation d'itinérance et de cohabitation sociale. L'ODD jouit d'une forte mobilisation de ses membres actifs. C'est à travers ce comité que prennent naissance les actions et les mobilisations du RAPSIM en matière de judiciarisation et de droit de cité.

Panel *Nouvelles réalités, autant d'enjeux pour le respect des droits*

En guise d'action marquant la sortie officielle du 5e portrait de la situation dans l'espace public montréalais, le panel virtuel *Nouvelles réalités, autant d'enjeux pour le respect des droits* s'est tenu le 6 mai 2021. En plus de présenter les données récoltées dans le cadre de ce portrait, le panel a été l'occasion d'échanger avec les participant.es sur différentes thématiques en lien avec la judiciarisation des personnes en situation d'itinérance. Nous remercions nos panélistes pour leur générosité et la pertinence de leurs interventions: France Labelle (co-fondatrice et directrice générale du Refuge des Jeunes à Montréal), Sylvie Boivin (alors directrice générale de l'Anonyme et membre du conseil d'administration du RAPSIM) et Bernard St-Jacques (directeur général de la Clinique Droit Devant).

L'action dans l'espace public: *L'itinérance: une infraction? Montréal pour tout.es!*

Le 12 mai dernier, à travers 11 quartiers de Montréal, le RAPSIM accompagné d'une vingtaine d'organismes membres a investi l'espace public avec l'action *L'itinérance: une infraction? Montréal pour tout.es!*. Son objectif était de rendre visible la répression vécue par les personnes en situation d'itinérance. Différents personnages ont ainsi été disposés dans 27 lieux clés, symboliques de répression: métros, parcs, postes de police, centres d'achat, marches d'église et devant l'hôtel de Ville de Montréal. Un point de presse s'en est suivi, avec la présence de près d'une trentaine de personnes représentantes des organismes membres participants. L'action a joui d'un très bon rayonnement médiatique (voir la section «Revue de presse» pour les détails). Le fait qu'autant d'organismes se mobilisent

en temps de pandémie indique l'ampleur de la répression à laquelle font face les personnes en situation d'itinérance. Lire un [article dans la presse](#) consacrée à cette action ainsi que [notre chronique *L'itinérance: une infraction? Montréal pour tou.te.s!*](#) dans le magazine l'itinéraire.

Collectif On ne laisse personne derrière (ONLPD)

- 6 rencontres liées aux actions du collectif
- 16 groupes membres participants

Toujours avec le soutien de la Table des organismes montréalais de lutte contre le VIH/sida (TOMS) et du RAPSIM, le Collectif ONLPD a poursuivi ses actions jusqu'en septembre 2021. Par la suite, il a été décidé de mettre le comité en dormance pour différentes raisons, dont le fait que les personnes en campements ne veulent pas attirer l'attention du public et des médias.

Le Collectif a lancé en juillet 2021 une déclaration de solidarité avec les membres de nos communautés qui ont recours à une tente, à un campement ou à la rue pour s'abriter. Cette déclaration envoyée à la Ville de Montréal a récolté plus de 1000 signatures et s'est inscrite en réponse à la répression et aux violences déployées envers les personnes qui occupent l'espace public. Pour en savoir davantage, [visionnez la capsule à cet effet via la page Facebook du collectif](#).

Le 2 août 2021 marquait l'an 1 du Collectif ONLPD. Le fait que le Collectif soit encore actif n'est pas source de célébrations, mais méritait tout de même [une rétrospective de ses actions](#). À travers cet exercice de bilan, le Collectif a salué par le fait même le travail et l'implication de toutes les personnes et de tous les organismes qui se sont mobilisés au courant de la dernière année, ainsi que les Montréalais.es qui ont soutenu les divers projets.

Coalition amnistie tickets COVID-19

- 4 rencontres du comité
- 2 groupes membres participants

Dans le cadre de sa participation à la Coalition amnistie tickets COVID-19, le RAPSIM a été partenaire de l'ODP pour la publication d'un rapport analysant les constats d'infraction remis en vertu de la Loi sur la santé publique dans le cadre de la gestion de la pandémie. Le rapport *Une approche punitive alarmante face à la pandémie de COVID-19: analyse des données policières* a été publié en mars 2022; plusieurs autres partenaires communautaires y ont été impliqués, dont la Ligue des droits et libertés (LDL), la Clinique Droit de cité, la Clinique Droits Devant et la Table des organismes montréalais de lutte contre le VIH/ Sida (TOMS).

Voir aussi la section «SHU» pour les informations relatives à la campagne *Quand la surveillance remplace l'intervention en itinérance*.

Comité logement du RAPSIM

- 3 rencontres
- 27 membres impliqués

Le dossier Logement au sein du RAPSIM reste l'un des plus effervescents et actifs. Sur fond de crise du logement et de l'inabondabilité qui ne cesse de s'empirer, les membres du comité logement ont soulevé plusieurs préoccupations au courant de l'année.

Les enjeux du financement pour le soutien communautaire et l'intervention en logement social transitoire ainsi que de la reconnaissance de cette mouture dans la révision du Cadre de référence sur le soutien communautaire ont retenu l'attention du comité cette année. C'est dans ce contexte que le mémoire *Le logement transitoire, une offre essentielle en logement* a été rédigé. Celui-ci demandait l'inclusion du logement transitoire dans le nouveau Cadre et recommandait l'inclusion d'acteurs en itinérance dans le comité de révision.

Les membres du comité logement sont de plus en plus préoccupés par l'absence de financement pour la construction d'unités de logement social, notamment à travers le programme AccèsLogis. La campagne On ne demande pas la lune : une programmation AccèsLogis maintenant! s'est achevée en 2021 avec une rencontre avec le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour exposer les préoccupations des membres du RAPSIM.

Malgré les efforts de plusieurs regroupements, l'inquiétude monte quant à l'avenir de ce programme. Le discours du gouvernement provincial n'est pas rassurant. Les membres du RAPSIM ont participé à plusieurs actions régionales et nationales pour revendiquer du financement massif dans la construction de logements sociaux :

- Manifestation et publication d'une brochure *Pour le droit au logement, Montréal doit agir* en vue des élections municipales en collaboration avec le FRAPRU (Front d'aménagement populaire en réaménagement urbain) et le RCLALQ (Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec)
- Manifestation en novembre à Gatineau, organisée par le CRIO (Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais)
- Manifestation en février organisée par le FRAPRU



En février 2022, un nouveau programme pour la construction de logements abordables mettant en concurrence le communautaire et le secteur privé a été annoncé par le gouvernement du Québec. Le RAPSIM et le RSIO ont immédiatement dénoncé par voie de communiqué ce programme dont les balises ne répondent pas aux besoins des personnes en situation d'itinérance ni aux groupes communautaires qui développent du logement social adapté à leurs réalités. L'avenir du logement social est incertain au Québec. Le comité logement garde cette lutte importante dans ses priorités.

En parallèle aux actions du comité logement, d'importantes représentations ont été effectuées au cours des différents groupes de travail et comités sur lesquels siège le RAPSIM : Comité hébergement/ logement de la gouverne régionale, comité Vers un Chez-soi, comité sur le Soutien communautaire en logement social et Opération 1er juillet.

Le RAPSIM a aussi pu collaborer avec différents groupes alliés dans le cadre du dossier logement. Il a assisté à 3 assemblées générales du FRAPRU (dont le RAPSIM est membre allié), a participé à une conférence de presse et à un communiqué de presse commun organisés par le Projet P.A.L. pour dénoncer l'émission télévisée « Huissiers » (produite par Noovo), et a contribué à un comité ad hoc sur une maison de chambre dans le Sud-Ouest.

Comité droit au revenu du RAPSIM

- 1 rencontre
- 6 groupes membres participants

Les enjeux liés au droit au revenu restent dans les dossiers prioritaires du RAPSIM. Cette année encore a été marquée par l'augmentation constante du coût de la vie, par la stagnation des salaires et des prestations d'aide sociale et par la mise au bas constante, dans la liste des priorités gouvernementales, des enjeux vécus par les personnes en situation de pauvreté. Les préoccupations du comité se sont élargies pour inclure les enjeux liés à la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur communautaire et aux conditions salariales des employé.es des organismes.

Collectif pour un Québec sans pauvreté

- 4 assemblées générales
- 2 rencontres de réflexion stratégiques

Le RAPSIM a eu cette année l'occasion d'approfondir son implication au sein des regroupements alliés avec qui il a plusieurs revendications communes: le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) et le Collectif pour un Québec sans pauvreté. En novembre, le RAPSIM est même devenu membre du Collectif pour un Québec sans pauvreté et a pris le rôle d'antenne régionale. En plus des 4 assemblées générales du Collectif auxquelles il a assisté, le RAPSIM a participé à deux rencontres de réflexions stratégiques sur des enjeux en développement (accès aux soins dentaires et de la vue, transport collectif). Celles-ci ont été l'occasion de consulter les membres du comité droit au revenu et de développer le positionnement du RAPSIM.

Réitérant l'importance de lutter pour la couverture universelle des besoins de base, le RAPSIM a de nouveau répondu à l'appel du Collectif à participer à la campagne *Ce n'est pas un poisson d'avril: au Québec, 1 personne sur 10 ne couvre pas ses besoins de base*. Une dizaine de membres ont [pris part à l'action du 1er avril](#); un communiqué de presse a été publié et une conférence de presse ainsi que l'installation d'une bannière ont eu lieu.

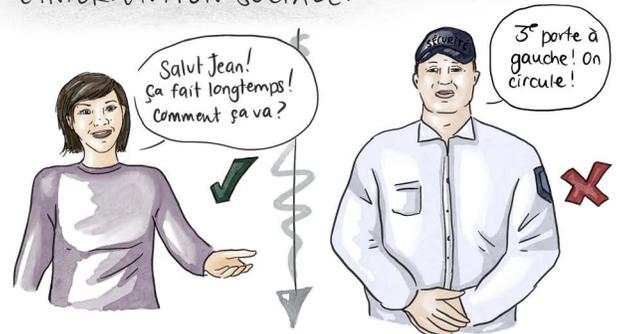
Enfin, deux chroniques ont été rédigées sur le sujet du droit au revenu et de la lutte contre la pauvreté: une dans le magazine L'itinéraire, "[Une vision économique du Québec qui laisse \(encore\) tomber les plus pauvres](#)", et une pour le bulletin annuel du Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais (CRIO), "[La CAQ n'aime pas les pauvres](#)".

LES SERVICES D'HÉBERGEMENT D'URGENCE (SHU)

Campagne Quand la surveillance remplace l'intervention en itinérance

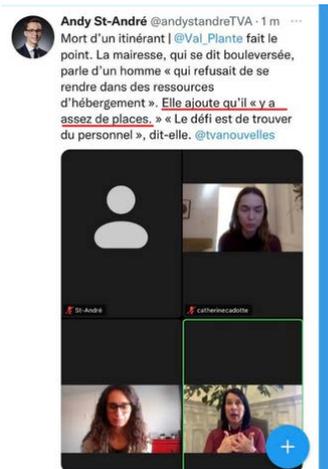
Dans la dernière année, afin de respecter les mesures de distanciation, plusieurs hébergements en itinérance de Montréal et de Gatineau ont dû revoir leur capacité d'accueil à la baisse. Des hébergements d'urgence temporaires ont été mis en place pour répondre aux besoins non comblés. Dans ces services, dont plusieurs sont encore en activité, on constate une tendance alarmante à faire appel à des agent.es de sécurité au détriment d'intervenant.es. À travers l'action Quand la surveillance remplace l'intervention en itinérance, le RAPSIM, avec le CRIO et la TOMS, a dénoncé cette situation inquiétante pour le respect de la dignité et la sécurité des personnes. Cette situation témoigne aussi de l'absence de reconnaissance de l'intervention psychosociale et de la pair-aidance dans un contexte d'hébergement d'urgence.

LE RECOURS AUX AGENCES DE SÉCURITÉ Y EST DE PLUS EN PLUS RÉPANDU ET TEND À REMPLACER L'INTERVENTION SOCIALE.



EN PLUS D'ÊTRE INADAPTÉ AUX BESOINS ET RÉALITÉS DES POPULATIONS MARGINALISÉES, CE PHÉNOMÈNE VA JUSQU'À MENACER LEUR SÉCURITÉ ET LEUR DIGNITÉ.

illustration: Maudite Sorcière



Madame Plante, vous dites qu'il y a assez de places dans les ressources en hébergement. Si c'est vraiment le cas, comment se fait-il que...



Action spontanée sur Facebook: Madame Plante, vous dites qu'il y a suffisamment de places dans les ressources en hébergement. Si c'est vraiment le cas, comment se fait-il que...

Le 11 janvier 2022, Valérie Plante s'adressait aux journalistes concernant la situation en itinérance suite au décès d'un homme de 74 ans dans l'espace public. Elle a martelé qu'il y avait suffisamment de places dans les refuges. Alors que les intervenant.es en itinérance témoignent depuis des années de la complexité pour les

personnes qu'ils et elles accompagnent de trouver un lit d'urgence pour la nuit, le RAPSIM leur a demandé de décrire les réalités qu'ils côtoient quotidiennement. La publication Facebook du RAPSIM consacré à cette action spontanée a atteint plus de 16 000 personnes, généré 40 commentaires de représentant.es de ses membres et a été partagé près d'une centaine de fois. Des vignettes de sensibilisation sur l'importance des places en hébergement d'urgence 24/7 ont été diffusées la même journée, vulgarisant les informations pour le public et générant près de 250 partages.

Mobilisations en solidarité avec le mouvement d'action communautaire autonome

En 2021, le comité de coordination (coco) du FRACA Montréal (Front régional pour l'action communautaire autonome de Montréal), dont le RAPSIM fait partie, s'est activé sur deux dossiers majeurs: les élections municipales et la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*.



Photo: André Querry

Étant une coalition montréalaise de plusieurs regroupements communautaires, le coco du FRACA a décidé d'unir ses forces et d'inviter d'autres regroupements à travailler ensemble sur une [plateforme communautaire de revendications: «Notre ville, nos droits!»](#).

Les membres du coco du FRACA Montréal ont élaboré cette plateforme avec la contribution du CRADI (Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle), de Déphy Montréal, du FRAPRU, du RAFSSS (Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux), de la TOMS et du RAPSIM. Son objectif est de mettre en lumière divers enjeux importants pour les Montréalaises et les Montréalais. Cette plateforme veut également outiller les groupes montréalais dans leurs démarches avec leurs membres. Son lancement s'est fait sous forme d'action: le 29 septembre, à l'extérieur de la station de métro Champ-de-Mars, 112 personnes venant de dizaines de groupes ont participé à une journée de présentation, d'appropriation et de mobilisation. Elles ont pu réagir à la plateforme, nommer leurs revendications et les porter à l'hôtel de ville, où pancartes et affiches ont été laissées visibles sur les murs extérieurs (pour plus de détails, [visionnez la capsule vidéo de RIPOSTES consacrée à cette mobilisation](#)).

Le RAPSIM et ses membres se sont mobilisés en grand nombre en solidarité avec l'ensemble du mouvement de l'action communautaire autonome, espérant des gains en vue du budget provincial de mars 2022. Après une participation à l'assemblée virtuelle de mobilisation organisée en septembre 2021 réunissant des centaines d'organismes de partout au Québec, la table était mise pour la première journée d'action nationale, «Coup de sifflet pour la CAQ!», tenue le 25 octobre 2021.



Dans ce cadre, c'est au Carré Dorchester que les groupes montréalais, dont 15 membres du RAPSIM, se sont donné rendez-vous. Une conférence de presse s'est tenue devant une foule de militantes, militants, travailleuses et travailleurs du milieu communautaire. Une manifestation a suivi, menant la foule devant les bureaux montréalais du Premier Ministre Legault. Quelques membres du coco du FRACA Montréal ont animé les manifestantes et manifestants, sous le thème des pénalités accordées au gouvernement pour cause du non-respect des droits et des demandes de la population et du milieu communautaire.

Le RAPSIM, à travers les communications et le travail du FRACA Montréal, a informé et mobilisé ses membres tout au long de l'automne de la semaine d'actions rotatives de grèves, de fermetures, d'interruptions et de mobilisations. C'est le 22 février que la région de Montréal tenait son action « Promesses brisées, communautaire fermé! ». Plus de 2500 personnes y ont pris la rue dans une mobilisation historique qui a réuni presque tous les quartiers et secteurs du milieu communautaire. Cette semaine d'actions régionales rotatives a joui d'une importante couverture médiatique. Une [revue de presse](#) est accessible sur le site de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*.



Photo: André Query



Ateliers sur les priorités stratégiques du 7 juin 2021

Lors de cet atelier organisé en amont à l'assemblée générale (prévue le lendemain), les membres se sont prononcés sur chacune des priorités stratégiques. Celles-ci avaient été identifiées, dans le cadre de la planification stratégique entamée en février 2020, comme des besoins centraux par les membres et le conseil d'administration. 49 personnes provenant de 38 organismes membres ont participé.

Assemblée générale annuelle du 8 juin 2021

Le 8 juin 2021, 36 personnes en provenance de 30 organismes membres ont participé à l'assemblée générale annuelle du RAPSIM de manière virtuelle. Lors de cette AGA virtuelle, l'assemblée a adopté les priorités stratégiques 2022-2025 du RAPSIM ayant été identifiées par les membres dans le cadre de la planification stratégique.

Rencontre d'échange et d'information entre les membres concernant l'accès coordonné

Le 30 novembre 2021, 39 membres du RAPSIM se sont rencontrés virtuellement afin d'échanger et de s'informer sur la question de l'accès coordonné, qui se déploiera en plusieurs étapes au cours des prochains mois dans l'ensemble des régions du Québec. Cette rencontre, la première consacrée à cette thématique depuis l'Entente-Canada Québec 2019-2024, a permis de rappeler le contexte dans lequel cette imposition du fédéral arrive et les positions du RAPSIM sur la question. Les participant.es ont pu partager leurs réflexions sur les enjeux que soulève l'accès coordonné.

Au-delà de cette rencontre d'échange et d'information, le besoin a été exprimé par les membres d'actualiser et d'étoffer la posture du RAPSIM sur l'accès coordonné. Il fut décidé de tenir une AGE pour tenir des débats qui viendront alimenter l'équipe de travail (en vue des représentations qui seront effectuées au cours des prochains mois). La pertinence de former un comité de suivi sur l'accès coordonné a également été soulevée.

Assemblée générale extraordinaire du 24 février 2022

Malheureusement, face au contexte sanitaire ne permettant pas de se réunir en présentiel, les débats à tenir sur l'accès coordonné et le dénombrement ont dû être reportés. L'AGE du 24 février 2022 fut donc consacrée à la présentation et à l'adoption du plan d'action 2022-2025, fruit de la planification stratégique qui s'est effectuée sur un an. 40 personnes issues de 31 groupes membres y ont participé.

Conseil d'administration

- 10 assemblées du conseil d'administration
- 1 lac-à-l'épaule consacré au travail de compilation des moyens et des échéances des priorités stratégiques 2022-2026
- 1000 heures d'implication des administrateur. rices dans les dossiers et actions du RAPSIM

Au 31 mars 2022, le conseil d'administration du RAPSIM était formé de :

Martin Pagé, président
Dopamine

Julie Chevalier, vice-présidente
Les Maisons de l'Ancre

Sébastien Lanouette, secrétaire
Ressources jeunesse Saint-Laurent (RJSL)

Cécile Arbaud, trésorière
Dans la rue

Robert Brunet, administrateur
ADDS-MM

Anne Cabaret, administratrice
Atelier habitation Montréal
Tania Charron, administratrice
AJOI

René Obregon-Ida, administrateur
RAP Jeunesse

Marilène Berthiaume, administratrice
La Marie Debout

Encore cette année, le RAPSIM a pu compter sur l'implication soutenue des membres du conseil d'administration. En plus des 10 assemblées régulières du CA et du lac-à-l'épaule portant sur la planification stratégique, les administrateur. rices ont également été amené.es à s'impliquer au sein de différents comités de travail du RAPSIM et à alimenter l'équipe de la permanence dans la mise en œuvre de plusieurs actions.

Les membres du conseil ont aussi pris part à plusieurs rencontres de représentations. Cette implication constitue une grande richesse pour le regroupement.

L'année 2021-2022 marque la fin du 3e mandat de Cécile Arbaud, et donc son départ du conseil d'administration après 6 ans d'engagement soutenu au RAPSIM. Nous la remercions sincèrement, ainsi que l'organisme Dans la rue, pour leur précieuse contribution aux actions du RAPSIM.

Nous tenons également à remercier Marilène Berthiaume de l'organisme La Marie Debout, qui hélas ne sera pas en mesure de poursuivre son mandat au sein du CA du RAPSIM en 2022-2023. Nous reconnaissons que l'implication au sein du conseil d'administration du RAPSIM demande du temps et que tous les organismes n'ont pas la possibilité de donner, devant prioriser le travail au sein de leur propre organisation.

Réseau Solidarité Itinérance du Québec (RSIQ)

En juin 2021, le conseil d'administration du RAPSIM a donné son appui à la démission d'Annie Savage du conseil d'administration du RSIQ. Notre regroupement national a toujours bénéficié des connaissances et de l'expertise mises à sa disposition par le RAPSIM et nous avons toujours eu comme objectif de contribuer à l'avancement des enjeux de tous les membres du RSIQ (en partageant le fruit de notre travail et en soutenant l'implication de la direction générale et de l'équipe de travail). Bien sûr, nous reconnaissons que la pandémie a été vécue durement et différemment selon les régions: nous savons que nous n'avons pas terminé de ressentir les ressacs de la pandémie. Ainsi, nous croyons fortement à l'importance d'un regroupement national avec un leadership fort, qui peut à la fois collaborer avec les instances politiques et défendre les intérêts de tous ses membres. C'est donc dans cet esprit que nous avons participé aux différentes instances mises en place par le RSIQ.

À titre de concertation régionale, nous avons participé avec nos membres à nourrir les actions et la vie associative et démocratique du RSIQ tout au long de l'année.

- 3 participations aux rencontres regards croisés (entre les régions)
- Participation des organisatrices communautaires à 11 rencontres individuelles ou d'information
- 5 rencontres en lien avec les élections municipales, provinciales et fédérales
- 1 AGA (4 membres du RAPSIM participant.es)
- 3 AGR (12 membres du RAPSIM participant.es)
- Co-rédaction d'une [réaction au budget provincial](#)

Nos présences médiatiques et sur les réseaux sociaux

Publication de 9 communiqués de presse

657 abonné.es de plus à la page Facebook, pour un total de 6 502

165 679 personnes rejointes par les publications Facebook durant l'année

931 personnes rejointes par la page Instagram durant l'année

1 516 abonnés Twitter et 29 publications et retweets

- [Vague d'actions et de fermetures rotatives dans le réseau communautaire : une solidarité plus que nécessaire](#)
- [Les femmes invisibles](#)
- Publication d'un article dans le cadre du Mois de l'histoire des noirs sur le site du RAPSIM: [Mois de l'histoire des noirs - Où sont les chiffres?](#)

Les communications envoyées aux membres

- 61 réseaux-info, 54 % taux d'ouverture
- 29 babillards des membres, 53% taux d'ouverture
- 29 fils de presse, 57 % taux d'ouverture

Publication de huit chroniques dans le magazine L'itinéraire

- [On ne demande pas la lune: une nouvelle programmation AccèsLogis dès maintenant!](#)
- [L'itinérance chez les jeunes: la prévention par le respect des droits avec la Coalition Jeunes+](#)
- [L'itinérance: une infraction? Montréal pour tou.te.s!](#)
- [Favorisons l'exercice du droit de vote des personnes en situation d'itinérance avec l'ADDS-MM](#)
- [« Marche un boutte dans mes bottes » Un forum percutant! Par la Coalition Jeunes +](#)
- [Une vision économique d'un Québec qui laisse \(encore\) tomber les pauvres](#)

Le Devoir, 8 avril 2021 : [Les agents de sécurité dans les refuges pour itinérants ont coûté des millions à Montréal](#)

Journal Métro, 15 avril 2021 : [Itinérance : le gouvernement veut « éviter les campements » de fortune](#)

Journal de Montréal, 12 mai 2021 : [Le RAPSIM dénonce la surjudiciarisation des personnes itinérantes](#)

La Presse, 12 mai 2021 : [La répression n'est pas la solution, disent des organismes communautaires](#)

Journal de Montréal, 16 juin 2021 : [Quand la surveillance remplace l'intervention en itinérance](#)

Le Devoir, 18 août 2021 : [Des travailleurs sociaux avant la police à Montréal pour « désamorcer » les crises](#)

Le Devoir, 31 août 2021 : [La fin de l'état d'urgence à Montréal accueillie avec soulagement et inquiétude](#)

Journal de Montréal, 1er septembre 2021 : [Passeport vaccinal et itinérance : des inquiétudes persistent](#)

La Presse, 7 octobre 2021 : [Des manifestants interpellent Coderre et Plante](#)

Journal Métro, 15 octobre 2021 : [Ensemble Montréal veut doubler les équipes du SPVM en itinérance](#)

La Presse, 18 octobre 2021 : [Un plan de 280 millions pour « changer la culture »](#)

Journal de Montréal, 4 novembre 2021 : [Itinérance : les commerçants veulent plus de sécurité dans le Village](#)

Journal Métro, 10 novembre 2021 : [Madame Plante, permettez-nous de vous rappeler vos engagements en matière d'itinérance](#)

La Presse, 11 janvier 2022 : [« Un signal qu'on doit vraiment faire plus »](#)

Le Devoir, 14 janvier 2022 : [Entre la vie et la mort](#)

La Presse, 21 janvier 2022 : [« Ça ne devrait jamais arriver à Montréal »](#)

CBC News, 21 janvier 2022 : [Coroner investigating after 2nd unhoused Montrealer dies in intense cold](#)

La Presse, 23 janvier 2022 : [« C'était une femme très attachante »](#)

Le Métro, 22 février 2022 : [Manifestation des organismes communautaires en grève à Montréal](#)

NOTRE FINANCEMENT

Le RAPSIM bénéficie d'un soutien essentiel de **Centraide du Grand Montréal**, qui constitue son principal bailleur de fonds pour sa mission et son action sur plusieurs volets. Le gouvernement du Québec apporte aussi un soutien important et récurrent à la mission du RAPSIM, via le **PSOC**. Le RAPSIM reçoit un financement fédéral dans le cadre du programme **Vers un chez soi (VCS)** pour son implication et sa contribution aux travaux des instances de la gouverne régionale en itinérance. La **Ville de Montréal** apporte également une contribution au RAPSIM pour son action entourant notamment les dossiers du logement et de la cohabitation sociale. Les membres du RAPSIM appuient eux aussi le travail du RAPSIM par leur implication bénévole de même que par les **cotisations**. Finalement, le RAPSIM reçoit annuellement des **dons** d'individus, de syndicats et des **fonds discrétionnaires** de la part de député.es ainsi que des **revenus pour contributions** à divers projets de recherches ou actions collectives.

Liste des membres réguliers au 31 mars 2022

Action Autonomie	Centre de jour St-James
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)	Centre de soir Denise- Massé
À deux mains/Head & Hands	Centre NAHA
Anonyme (L')	Chambreclerc
Antre-jeunes de Mercier-Est (L')	Chez Doris
Arrêt-Source	Cirque Hors Piste
Association Bénévole Amitié	Clinique Droits Devant
Association Logement Amitié	Coalition des groupes jeunesse LGBTQ+
Association pour la Défense des Droits sociaux du Montréal métropolitain (ADDSMM)	Comité BAILS (Entraide Logement Hochelaga Maisonneuve)
Atelier Habitation Montréal	Comité social Centre-Sud
Auberge communautaire du Sud-Ouest (ACSO)	Dans la rue
Auberge du coeur le Tournant	Dîners St-Louis
Auberge Madeleine	Diogène
Avenue hébergement communautaire	Dopamine
Bâtir son quartier	En Marge 12-17
Boulot Vers...	Escale Famille Le Triolet
Bureau de consultation jeunesse (BCJ)	Exeko
CACTUS Montréal	Face à face
Carrefour familial Hochelaga	Foyer de jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal (FJTMM)
Centre Associatif Polyvalent d'Aide Hépatite C (CAPAHC)	Groupe d'Entraide à l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes (GEIPSI)
Centre communautaire Petite-Côte	Groupe CDH
Centre d'amitié autochtone de Montréal	

Groupe Information Travail (GIT)
Groupe Paradoxe
Habitations L'Escalier
Habitations du Réseau de l'Académie (RESAC)
Hébergement La Casa Bernard Hubert
Information alimentaire populaire Centre-Sud
Itinéraire (Groupe communautaire L')
Logifem
Logis Phare
Logis Rose-Virginie
Ma Chambre inc.
Maison Benoit Labre
Maison des Amis du Plateau Mont-Royal
Maisons de l'Ancre
Maison d'Hérelle
Maison du Pharillon
Maison L'Exode
Maison Grise de Montréal
Maison Lucien L'Allier
Maison Marguerite
Maison St-Dominique
Maison St-Jacques
Maison Tangente
Marie Debout, Centre de femmes
Hochelaga-Maisonneuve
Médecins du Monde — Montréal
Méta d' me
MultiCaf

PACT de Rue
PAS de la rue
Passages
Projet d'intervention auprès des mineur-es
prostitué-es (PIAMP)
Plein Milieu
Projet Genèse
Projet Autochtones du Québec (PAQ)
RAP Jeunesse
Refuge des Jeunes de Montréal
Réseau Habitation Femmes (RHF)
Ressources Jeunesse de Saint-Laurent (RJSL)
REZO – santé et mieux-être des hommes gais,
et bisexuels, cis et trans
Rue des Femmes
Sac à Dos
Sentier Urbain
Service d'hébergement St-Denis
Spectre de rue
Stella
Sidalys
Travail de rue et action communautaire (TRAC)
Vilavi
Villa Exprès pour toi
Y des femmes de Montréal
YMCA — programmes Premier arrêt
et Dialogue

Liste des membres associés au 31 mars 2022

Abri d'espoir
Architecture sans frontières
Centre Booth de l'Armée du Salut
Christ Church Cathedral
Mission St-Michael's

Œuvres de St-Jacques
Société John-Howard — programme
Chez nous!
Valoristes



RAPSIM
Réseau d'aide aux personnes seules
et itinérantes de Montréal